



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

chargés d'enseignement

Question écrite n° 39573

Texte de la question

M. Philippe Briand souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie sur l'évolution du statut des chargés d'enseignement en éducation physique et sportive. Il lui rappelle que l'extinction de ce corps et l'intégration des enseignants dans le corps des professeurs d'éducation physique et sportive est une mesure qui, à ce jour, est demeurée à l'état embryonnaire. En effet, il souligne que ni le décret de 1980 relatif aux listes d'aptitude ni les derniers postes mis au concours en 1985 ni le décret de 1989 qui arrive à son terme, ne donnent satisfaction à un personnel enseignant dont le travail pédagogique de terrain est reconnu comme l'un des mieux qualifiés de l'éducation nationale. Il lui demande en conséquence ce que le Gouvernement compte faire pour accélérer l'extinction de ce corps et favoriser l'intégration des chargés d'enseignement dans un corps des professeurs d'EPS, leur permettant ainsi d'envisager de vraies perspectives de carrière avec un traitement honorable et décent, aligné sur celui de l'ensemble de leurs collègues effectuant des missions pédagogiques de même nature.

Texte de la réponse

Un dispositif de revalorisation de la carrière des CE d'EPS a été mis en place par application du relevé de conclusions du 8 février 1993. L'objectif retenu était d'offrir aux CE d'EPS les mêmes perspectives de carrière qu'aux professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS). Il a ainsi été créé au sein de ce corps une classe exceptionnelle qui prolonge la hors-classe existante et culmine à l'indice brut 966, qui est également l'indice de rémunération correspondant au dernier échelon de la hors-classe des PEPS. Cent dix-sept promotions à la classe exceptionnelle des CE d'EPS ont été prononcées au titre de l'année 1999. Il est également possible pour ces personnels d'accéder par liste d'aptitude exceptionnelle, au corps des professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS). Le décret n° 89-729 du 11 octobre 1989 relatif notamment à l'intégration des CE d'EPS dans les corps de PEPS dispose que seuls des CE d'EPS justifiant, au 1er octobre de l'année scolaire au titre de laquelle sont établies les listes d'aptitude, de cinq années de service public, peuvent demander leur intégration. Ils doivent cependant être titulaires de licence STAPS ou de la deuxième partie de l'examen probatoire du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (CAPEPS). Au 1er septembre 1999, quatre CE d'EPS ont été nommés PEPS stagiaires. Par ailleurs, les CE d'EPS peuvent choisir d'intégrer le corps des PEPS en obtenant leur inscription sur la liste d'aptitude statutaire instituée par le décret n° 80-627 du 4 août 1980 modifié portant statut particulier des PEPS. Pour augmenter les possibilités d'inscription sur cette liste, aucune condition de diplôme n'est exigée pour ceux d'entre eux qui justifient de quinze années de services effectifs d'enseignement dont dix en qualité de titulaire. Au 1er septembre 1999, cent trente-quatre CE d'EPS ont bénéficié de cette liste d'aptitude. Bien entendu, les CE d'EPS peuvent, s'ils remplissent les conditions requises, se présenter au concours interne du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (CAPEPS). Pour la session 1999, quarante-six lauréats ont été admis au concours interne. Si aucune modification n'est envisagée dans l'immédiat tendant à modifier les contingents aujourd'hui arrêtés pour l'accès à la hors-classe ou pour l'accès à la classe exceptionnelle des corps de CE d'EPS, une réflexion plus globale sur le devenir du corps est actuellement engagée.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Briand](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39573

Rubrique : Éducation physique et sportive

Ministère interrogé : éducation nationale, recherche et technologie

Ministère attributaire : éducation nationale, recherche et technologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 décembre 1999, page 7359

Réponse publiée le : 24 janvier 2000, page 515